

PREMIER MAI 2014

Sous le signe des luttes indissolublement liées pour la défense de la souveraineté du pays, pour de vraies libertés démocratiques, pour les droits sociaux des travailleurs, pour le socialisme



Chômage massif et misère, conséquence du refus du régime de relancer l'industrialisation, poussent à se résigner à l'exploitation par les multinationales mais pas à tolérer l'esclavagisme

*Ce premier mai, comme les précédents depuis 23 ans, sera malheureusement célébré en petits groupes, hors du bruissement des grandes avenues du pays et de ces grands centres industriels où bat le coeur de la classe ouvrière au rythme des machines et du travail qui les fait mouvoir.*

**L**ivrées au bon vouloir des patrons, désespérées par des lendemains sans perspective dans l'état actuel de leur inorganisation et de leur émiettement, les nouvelles générations ouvrières n'en font pas moins leur premiers pas dans la lutte contre leurs exploités soutenus par l'Etat. Elles apprennent à combattre un ennemi de classe, national et étranger. Cet ennemi implacable a pour lui l'arsenal des lois et des pièges juridiques mis au point en 1990 par les "réformateurs" pour étouffer les luttes ouvrières. Depuis et sous l'empire de ces lois anti-grèves, les travailleurs se retrouvent pieds et poings liés face à des patrons totalement délivrés des règlements "socialistes" qui protégeaient leurs employés de leur cupidité.

Combien sont admirables ces jeunes syndicalistes démunis mais animés par une foi sans limite dans la justesse de leur cause face à l'armée adverse coalisée du patronat, des inspecteurs du travail, de la justice, de la police et des représentants du gouvernement!

Comment ne pas saluer avec émotion les 16 grévistes de la faim de la cimenterie de Oggaz, à Mascara, rassemblés depuis quelques jours face au siège de Lafarge, à Bab Ezzouar? Comment ne pas les soutenir pour dire aux patrons de la multinationale qu'ils ne peuvent pas bafouer les droits du travailleur et piétiner impunément le drapeau du million de chouhadas?

Comment ne pas dénoncer la complicité de l'UGTA avec les patrons? Syndicat du pouvoir, l'UGTA, n'a plus de syndicat que le nom, à supposer qu'elle l'ait jamais été. L'appareil central de UGTA a achevé son évolution en devenant pure-

ment et simplement le rouage d'un régime qui exprime les intérêts de la bourgeoisie et des couches privilégiées de la société. Le régime qui avait déjà amorcé depuis au moins 1987 le virage en grand vers le capitalisme était à la recherche du bon prétexte pour jeter aux oubliettes la tradition des marches du premier mai. Ce prétexte, le terrorisme des groupes obscurantistes camouflés sous la bannière de la religion pour tromper le peuple le lui a donné en 1992. Du coup, en exploitant la peur des attentats à la bombe, le pouvoir a interdit ou empêché les marches, toutes les marches qui ne lui convenaient pas, et d'abord celle du premier mai. Il avait trouvé l'alibi parfait pour enlever aux travailleurs ce repère qui fait leur identité de classe dans leur combat planétaire contre le capitalisme. Ainsi croit-il pouvoir déboussoler la nouvelle génération d'ouvriers que sa politique a livrée aux appétits féroces des exploités "autochtones" et étrangers. Ruse suprême du pouvoir pour divertir la jeunesse et l'occuper par d'autres sujets que sa détresse sociale: il a décidé depuis quelques années que la Coupe de foot-ball se joue le 1er mai! Qu'on imagine la fièvre qui s'empare de centaines de milliers de supporters durant les jours et les semaines qui précèdent cet événement! Qui peut dans une telle atmosphère d'excitation extrême susciter la discussion au sein des travailleurs sur le rôle qu'ils doivent jouer pour sauver le pays de la dérive?

**Or, la situation du pays demeure dangereuse**

Le régime a exhibé un air de triomphe artificiel à l'issue de l'élection présidentielle du 17 avril. Mais il a subi un échec